



La Commune



Pour en finir avec le chômage, la misère et l'exploitation

La crise économique fait rage. Les capitalistes et les banquiers eux-mêmes ne voient pas d'issue. Le chômage explose. En chiffres réels : plus de 5 millions de chômeurs officiellement, 8,2 millions de Français vivant sous le seuil de pauvreté. A l'heure qu'il est, 85% des embauches se font en CDD, antichambre du chômage. Les salaires sont gelés ou revus à la baisse. Le spectre de la déflation rôde. Frappés de plein fouet par la crise, des dizaines de milliers de familles sont expulsées de leur logement. L'armée des SDF se renforce chaque jour. Voilà où conduit la politique menée par Sarkozy, hier, et par Hollande aujourd'hui : à la déchéance pour des millions et des millions de femmes et d'hommes.

C'en est assez ! C'en est trop !

C'est pourquoi, face à cette spirale infernale des contre-réformes », de la misère et de la surexploitation des travailleurs, nous militons pour le rassemblement de la classe ouvrière, de la jeunesse et des couches sociales opprimées et spoliées autour d'un plan d'urgence basé sur leurs besoins vitaux et leurs aspirations.

Un Plan d'urgence, oui, un vrai, un sérieux

Le Plan d'urgence ? Toute l'extrême gauche « normalisée » en parle. Mais, personne ne s'en occupe. A tel point que le NPA, pour ne citer que cette « enseigne » entend d'abord débattre à son congrès des questions sociétales, de projets fumeux de « nouvelle organisation de la société », du « féminisme », un féminisme désincarné, abstrait, hors de la lutte de la classe ouvrière dans son ensemble, travailleuses et travailleurs main dans la main contre le capitalisme. Tandis que pleuvent les licenciements, tandis que le pacte de responsabilité attaque les salaires et les fondements même de la Sécurité sociale, propriété de tous les salariés, tandis que la marche forcée à la concurrence, au démantèlement et à la privatisation des services publics s'accélère, comme en témoigne la « réforme ferroviaire »,

Un plan d'urgence digne de ce nom est un plan qui commence par les revendications vitales :

- Pas un seul licenciement, sec ou déguisé- Retrait de tous les plans dit « sociaux » - pour une loi interdisant les licenciements - pour la réquisition des entreprises qui licencient, qu'elles fassent ou non des « bénéfiques »
- Pas touche à l'assurance chômage, pas touche aux indemnités des chômeurs, arrêt des radiations de chômeurs
- Arrêt de la flexibilité du travail sous toutes ses formes
- Pour une loi interdisant le travail précaire
- Pour l'embauche dans la Fonction publique sur des emplois statutaires de fonctionnaires en nombre suffisant dans toutes les catégories et filières
- Abrogation des réformes successives des retraites : retour aux 37,5 années de cotisations public-privé, à la retraite à 60 ans, calculée sur les 10 meilleures années dans le privé et 6 derniers mois dans le public
- Restauration de la Sécurité sociale sur ses bases fondatrices de 1945
- Retrait total du pacte de responsabilité, arrêt total de toutes les exonérations de cotisations aux entreprises, remboursement par l'Etat des exonérations non compensées à la Sécurité sociale

• **Echelle mobile des salaires et des heures de travail, c'est-à-dire :**

- réduction du temps journalier et hebdomadaire de travail sans perte de salaire permettant d'embaucher en CDI et à temps plein tous les chômeurs. Selon le Comité national des privés d'emplois CGT, la semaine de 35 heures (7h x 5 jours) « ouvrirait les bureaux d'embauches pour 2,8 millions de chômeurs » (tract « chômeurs rebelles » CGT-Villeneuve saint Georges- novembre 2014). Nous voulons « l'ouverture des bureaux d'embauches » pour tous les chômeurs. Le droit au travail est le seul droit sérieux que les ouvriers et les employés ont dans la société capitaliste. Ce droit est violé par les gouvernements successifs et par l'Union européenne. Par l'unité entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas, ce droit fondamental peut et doit être rétabli. Ce que nous voulons : un vrai travail, un vrai salaire pour tous ! Par la répartition nationale des heures de travail entre les salariés, les travailleurs précaires et les chômeurs, sans perte de salaire !
- **Augmentation générale des salaires à hauteur du coût de la vie** , à chaque hausse des prix. 400 euros d'augmentation immédiate pour tous. SMIC à 1800 euros net. A travail égal, salaire égal
- **Dégel du point d'indice dans la Fonction publique**, comme exigé par la plupart des organisations syndicales
- **Pour la défense et la protection des femmes travailleuses**
 - Arrêt des fermetures de maternité
 - Arrêt de la pénurie de crèches : droit à une place en crèche pour toutes, salariées et chômeuses
 - Du travail à temps plein, en CDI, pour toutes
 - Rétablissement de l'interdiction du travail de nuit des femmes dans le commerce et l'industrie
 - A travail égal, salaire égal, qualification égale, dans le public et le privé.
 - Droit à l'avortement libre et remboursé par la sécurité sociale, sans entrave aucune.
- Régularisation sans condition de tous les sans-papiers et fermeture immédiate et définitive des camps de rétention qui sont des camps de détention administrative. Arrêt de toutes les expulsions
- Droit au logement pour tous
 - Un toit, un bail en HLM pour toutes les familles mal-logées et sans logis
 - Interdiction pure et simple des expulsions de logement, toute l'année !
 - Annulation des dettes locatives pour les familles frappées par le chômage, la pauvreté, les bas salaires ou la maladie

Laïcité

o Retour à la stricte application de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat

Abrogation de toutes les lois anti-laïques et fonds publics exclusivement à l'école publique, sans dérogations ni exceptions d'aucune sorte.

Abrogation de toutes les lois et décrets anti-voile, anti-foulards, anti-musulmans !

La classe ouvrière et ses organisations doivent mettre par tous les moyens un coup d'arrêt brutal au racisme sous toutes ses formes et à l'islamophobie impulsée du plus haut de l'appareil d'Etat avec la complaisance et la complicité d'organisations politiques, de droite comme de gauche. **Y compris de celles qui se prétendent à l'extrême-gauche, qui revendiquent des labels de féminisme mais qui excluent de leurs rangs les jeunes femmes en foulard et qui votent leur exclusion dans les établissements scolaires !** Le racisme, ce n'est pas un état d'esprit, **ce sont des lois, des décrets, des circulaires, tout un arsenal accumulé par les gouvernements successifs de droite comme de gauche** et sur lequel prospère l'extrême-droite, son idéologie étant ainsi légitimée.

Toutes ces lois, il faut les abroger et exiger la fermeture des centres de rétention administrative, sans délai.

De même, **il faut abroger toutes les lois de décentralisation accumulées depuis l'acte I de la décentralisation** constitué par les lois Mitterrand-Defferre-Le Pors de 1982-1983, lois qui consacrent le désengagement de l'Etat, la privatisation des services publics et l'instauration de « l'Europe des régions » conformément aux directives européennes qui exigent de mettre en concurrence les territoires, au plus grand profit des capitalistes dans leur guerre économique Europe-Amérique.

- Rupture avec l'Union Européenne, ses institutions, ses traités et ses directives
- Annulation de la dette publique. **Il n'ya pas de dette légitime ; toute la dette est illégitime**, les travailleurs et jeunes n'ont aucune responsabilité dans la faillite de ce système tout entier voué au capital financier et aux grands patrons !
- A bas la Vème République et ses institutions antidémocratiques. Abrogation de la Constitution de 1958-1962. A bas la présidence de la République, dehors Hollande et sa clique ! pour l'Etat-Commune

Tels sont les premiers éléments du Plan d'urgence que nous soumettons à la discussion dans les usines, les chantiers, les bureaux et les cités et à l'épreuve de la lutte de classes. Un plan qui, n'en doutons pas, serait une base de départ pour un nouveau régime, pour un gouvernement des travailleurs par les travailleurs. Par la grève générale, tous ensemble, dans l'unité des travailleurs et des organisations , pour arracher les revendications vitales et immédiates.

La Commune, 29 novembre 2014

Agriculture, question paysanne, spéculation foncière et immobilière ,

Le plan d'urgence aussi

En attisant le marché immobilier, en vendant par exemple les terres les plus riches des plaines alluvionnaires, on prive les petits agriculteurs des meilleures parcelles et on exclut toute nouvelle installation. De plus en plus de maisons sont séparées des terres agricoles. Les conséquences sont dramatiques et on les voit chaque jour: au Pays Basque, en Béarn, dans la France entière : les habitants du pays sont écartés d'office et sont contraints de s'éloigner pour espérer trouver des maisons à acheter là où la pression immobilière est moins forte. La désertification rurale est un cancer généralisé. Banques et spéculateurs de tout poil en sont les responsables.

Les solutions immédiates existent pourtant :

Il n'est pas normal que la SAFER, (Société d'aménagement et de développement de l'espace rural) qui a vocation de réguler la vente des terres agricoles soit par nature juridique, depuis sa création en 1960, une Société Anonyme, autrement dit un organisme privé même si elle est sous la tutelle des ministères de l'Agriculture et des Finances. Nous exigeons la transformation de la SAFER en Etablissement public administratif. De fait, actuellement, la SAFER, objet de toutes les pressions de tous les lobbies n'exerce que très peu son droit de préemption sur les maisons et terres agricoles. (22,9% du marché foncier actuellement), laissant libre cours à la spéculation. Nous exigeons l'exercice systématique par la SAFER du droit de préemption lorsque la situation l'exige, avec révision des prix lorsqu'ils sont manifestement trop élevés. Le tout sous le contrôle de la population.

Acquisition du foncier également par les communes, les collectivités locales, avec mise à disposition aux candidats à l'installation « Hors Cadre Familial ».

Application de la loi de 1945, loi de réquisition des logements vides et attribution aux collectivités d'user de ce droit réservé actuellement aux seuls préfets.

Taxation des résidences secondaires : cet apport financier permettrait l'aide à la rénovation des logements et maisons anciens pour en faire des logements sociaux, En effet combien de maisons dans tout le pays tombent ainsi à l'abandon alors que par une simple rénovation elles pourraient être attribuées à des jeunes et à des familles entières? Est-il normal qu'à St Jean de Luz, sur toute la Côte basque, landaise, atlantique ou sur le littoral méditerranéen, plus d'une maison sur deux soit une résidence secondaire ? Et que nombre d'entre elles soient construites dans des zones inondables avec la signature et bénédiction de certains élus locaux qui se lavent les mains des conséquences dramatiques de leurs actes guidés par la seule cupidité ?

Aides publiques à l'installation de nouveaux agriculteurs (soit par transmission familiale ou « Hors cadre familial ») par les moyens suivants:

-Recensement des exploitations et reprise des terres qui se libèrent,- Recensement des candidats à l'installation,-Accompagnement individuel de ceux qui acceptent de céder leur exploitation,

-achat par la SAFER ou les communes des fermes sans suite pour les louer aux candidats à l'installation par le biais d'un bail de carrière

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
